

Repeindre le capitalisme en vert

Vitalité du marché des éoliennes, diffusion des démarches « éco-responsables », multiplication des labels « bio »... tout indique que les entreprises pourraient devenir les meilleures amies de l'écologie. Pourtant, la logique du profit s'oppose aux rythmes de la nature. Sauver la seconde exige d'imposer des bornes à la première, une idée qui n'emballa pas les industriels.

« Cessons donc d'opposer l'activité économique, les entreprises et l'écologie ! Les secteurs industriels et de services ont depuis longtemps intégré la dimension écologique dans leurs démarches. » Ainsi s'exprimait M. Pierre Gattaz, président du Mouvement des entreprises de France (Medef), dans une tribune publiée le 18 septembre 2013 par le quotidien Le Monde et titrée « N'orientons pas la France vers la décroissance ». Comme ses homologues des grands groupes étrangers, M. Gattaz l'affirme : le capitalisme peut devenir « vert », à condition que « le pragmatisme et la raison l'emportent sur le dogmatisme et la posture ». En d'autres termes, que l'on évite les taxes, les réglementations contraignantes, pour préserver la « compétitivité globale des entreprises ». La logique du patron des patrons français ne convainc toutefois pas entièrement.

DÉLOCALISER LA POLLUTION

Que les pays occidentaux se soient largement convertis à une économie de services ne doit pas masquer le fait qu'en dépit de l'optimisme du patronat les prélèvements sur les ressources naturelles ne cessent de croître : + 65% entre 1980 et 2007. En valeur absolue, jamais nos sociétés n'ont autant consommé de matière et rejeté de polluants. Ce qui n'est pas principalement dû, comme on l'entend souvent dire, au développement des pays pauvres. Les États occidentaux ont simplement délocalisé, en même temps que des emplois industriels, une part des pollutions et de la consommation de ressources.

Mais les tendances actuelles ne peuvent se prolonger. Un indicateur, popularisé au Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, le confirme : l'empreinte écologique. Celle-ci équivaut à la superficie dont une population a besoin pour produire les ressources qu'elle consomme et pour assimiler les déchets qu'elle rejette. En 2002, l'empreinte mondiale s'établissait à 138 % de la surface bio-productive totale. Depuis le début des années 2010, elle dépasse 150 %. Si tous les habitants de la Terre avaient le mode de vie d'un Américain moyen, la population mondiale aurait besoin de cinq planètes pour se nourrir, s'habiller et se loger.

En dépit de la multiplication des éoliennes et des panneaux photovoltaïques ces quinze dernières années, le capitalisme n'est donc pas plus « vert » que par le passé, bien au contraire. Comme l'économie aspire toujours plus de ressources, les énergies renouvelables ne font que s'ajouter aux modes de production polluants, plutôt que de s'y substituer. La durée de vie de plus en plus courte des biens de consommation (automobiles, électroménager, téléphones et ordinateurs, produits alimentaires, etc.) impose de les remplacer toujours plus vite ... et donc d'en fabriquer davantage.

S'agit-il d'un phénomène conjoncturel ? Le capitalisme de demain ne pourrait-il pas faire mieux avec moins ? Dès les années 1970, l'écologiste américain Barry Commoner (1917-2012) a montré qu'il en était incapable par nature. Le capitalisme repose sur un principe fondamental : les capitaux doivent circuler librement pour s'orienter vers les activités qui procurent les meilleurs taux de profit. Protéger la planète supposerait au contraire de faire primer les rythmes biologiques sur les taux de profit : ne pas pêcher plus de poisson que ne l'autorise le renouvellement naturel des espèces, ne pas émettre plus de polluants que la biosphère ne peut en recycler, ne pas consommer plus d'énergie que ce que l'on peut produire de façon renouvelable ... Une définition possible de la décroissance, pas du capitalisme.